



# LE MAILLON DECHAINÉ

N° 41 - 18 mars 2016

Édité par des militants et des sympathisants du Nouveau Parti Anticapitaliste



GAZETTE RÉVOLUTIONNAIRE DE L'USINE FORD / BLANQUEFORT

## Le gouvernement ne lâche rien, amplifions la mobilisation

Mercredi 9 mars nous avons manifesté à plusieurs centaines de milliers contre le projet de Loi travail. Et hier, jeudi 17, ce sont des milliers de jeunes, lycéens et étudiants qui ont marqué une nouvelle étape de la mobilisation contre cette remise en cause fondamentale du droit du travail. Face à l'ampleur de la colère, le gouvernement a dû modifier son projet à la marge : il fait semblant de reculer. Son objectif est de tenter de rallier à son projet rétrograde les organisations syndicales les moins revendicatives et de calmer les députés de sa propre majorité.

### Beaucoup de bruit pour moins que rien

Valls a mis en scène une prétendue nouvelle version du projet de loi. Mais pratiquement rien de fondamental n'a été modifié. Concernant les indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif, le plafonnement ne sera plus obligatoire mais « indicatif ». Le contrôle sur les licenciements économiques devra passer par les mains de juges... qui n'auront en pratique ni le temps ni la volonté de s'opposer aux patrons. La mise en œuvre des forfaits-jours dans les PME et des astreintes ne pourra pas être décidée unilatéralement par les patrons... mais pourront être imposées dans le cadre d'accords d'entreprises.

Valls a prétendu mettre en place une taxation des CDD, mais en réalité, elle dépend de la négociation entre partenaires sociaux dans le cadre de l'assurance-chômage.

### Le cœur de la loi, c'est « l'inversion de la hiérarchie des normes »

Ces miettes semblent satisfaire les dirigeants de la CFDT et de la pseudo organisation étudiante, de droite, la FAGE. C'était l'objectif de ce gouvernement qui cherche avant tout à briser l'élan de la mobilisation.

Ces pseudos reculs ne changent rien. En effet, le cœur de la Loi travail n'est en aucune manière attaqué. Le renversement de la hiérarchie des normes reste l'objectif fondamental du gouvernement : ce renversement mettrait les droits fondamentaux des salariéEs sous la menace d'accords d'entreprise obtenus par un chantage à l'emploi et des tractations avec des syndicats qui se coulent dans le moule du libéralisme.

Jusqu'au 24 mars, date de la présentation de la loi devant le Conseil des ministres, les tractations, les pressions du patronat vont se poursuivre, s'amplifier comme la tentative de convaincre l'opinion publique de la justesse de ce projet réactionnaire.

### Tous ensemble, imposer le retrait du texte

Tous les salariéEs sont concernéEs par cette attaque. La loi travail vise d'abord ceux et celles du privé mais les mêmes projets sont à l'œuvre ou projetés à l'hôpital (loi Touraine), à la SNCF (casse du statut suite à la réforme ferroviaire). Cette régression accompagne l'austérité appliquée à toute la Fonction publique, les attaques contre les droits des chômeurs/euses. Ce projet de loi ne ferait pas reculer le chômage, il permettrait au contraire de faciliter les licenciements.

Pour bloquer ces projets, ces reculs, pour obtenir le retrait du projet de Loi travail, nous devons construire un rapport de forces à la hauteur de l'attaque. Les organisations syndicales, les organisations de jeunesse ainsi que les comités de mobilisation lycéens et étudiants, engagés unitairement dans la mobilisation appellent à une nouvelle journée de manifestation le 24 mars en préparation de la grande journée de grève du 31 mars.

Construire le rapport de forces passe par le développement de la grève. Nous devons mettre à profit chacune de ces journées pour convaincre autour de nous que c'est seulement en bloquant l'économie, par la grève, que nous ferons reculer le gouvernement.

**POUR LE RETRAIT  
DU PROJET DE LOI TRAVAIL !**

**TOUS ET TOUTES  
EN GRÈVE ET DANS LA RUE  
LE 24 ET LE 31 MARS !**

## **Le 9 mars une manifestation réussie !**

Une grosse et chouette manifestation. Nous étions à coup sûr plus de 10 000 (9500 selon la préfecture). Beaucoup de jeunes, lycéens, étudiants mais pas seulement. Ils ont pris la tête du cortège avec la banderole de celles et ceux qui avaient pris l'initiative de la manif du 9 mars “#on vaut plus que ça”. Cela a donné lieu à un petit bras de fer avec les dirigeants syndicaux qui auraient bien aimé prendre la tête avec la banderole intersyndicale. Le long parcours de la manif s'est très bien passé, dans une bonne ambiance, dynamique, on a bien senti le souffle de la jeunesse, comme une bouffée d'air. D'ailleurs les jeunes étaient un peu partout dans le cortège, comme s'ils ne savaient pas où se mettre. Ça change des cortèges syndicaux routiniers où tout est bien rangé dans l'ordre. Même le cortège Ford au début était composé de collègues puis au fur et à mesure le mélange s'est fait avec d'autres salariés, avec des jeunes. Dans le cortège il y avait beaucoup de non militants, de gens qui avaient perdu l'habitude de manifester, des retrouvailles en quelque sorte. Pour le cortège Ford, nous avons retrouvé nos collègues anciens habitués en 2003, 2010... On a retrouvé des retraités par revus depuis leur départ. Cette manif est bien un événement à tous les niveaux. Elle a fait beaucoup de bien, elle crée un début de dynamique, elle redonne un espoir.

## **Augmenter les salaires, une revendication pour les prochaines NAO !**

Nous en parlons de plus en plus souvent entre nous à FAI, avec les NAO qui arrivent.

Pour beaucoup d'entre nous, une importante augmentation de salaire ne serait pas un luxe. Nous faisons le compte que depuis des années les augmentations sont minimales et ne permettent pas de rattraper les hausses des prix, et les fins de mois sont de plus en plus difficiles. Nous perdons de l'argent en fait, année après année.

Pourtant les bénéficiaires sont au rendez vous pour la Ford Motor Company : plus de 10,5 milliards de dollars en 2015, dont 259 millions en Europe. Bref, comme on l'a dit largement dans les manifs « *de l'argent, il y en a, dans les caisses du patronat !* ».

Nous n'avons guère d'illusion, si on ne crée pas l'événement, le rapport de forces sur la boîte, nous n'aurons pas grand-chose. Alors, puisque le climat social encourage la contestation qui remonte... c'est le moment, mettons le à l'ordre du jour aussi dans l'entreprise, pour imposer de vraies augmentations.

## **Imposons le retrait de la loi Travail**

### **Réunion publique du NPA**

**Jeudi 7 avril 19h30**

**Athénée Municipal - Bordeaux**

## **Sortir du nucléaire une nécessité !**

Ségolène Royal, ministre de l'Écologie et de l'Énergie est « *prête à donner son feu vert au prolongement de 10 ans de la durée de vie des centrales nucléaires françaises* ». La durée de vie initialement prévue était de 30 ans, elle a déjà été augmentée à 40 ans et passerait ainsi à 50 ans. Cette annonce vise d'abord à donner satisfaction à EDF et à tous les tenants du nucléaire.

Quand elle précise « *sous réserve de l'avis de l'Autorité de Sécurité Nucléaire* », c'est qu'elle ne peut pas faire autrement. EDF souhaite faire fonctionner ses centrales jusqu'à 50 ou 60 ans, mais est soumis à l'autorisation de l'ASN. Celle-ci ne rendra un avis générique sur la possibilité de prolonger la durée de vie des réacteurs nucléaires les plus anciens (ceux des centrales de Tricastin, Gravelines, Blayais, Chinon, Bugey, Cruas) au-delà de 40 ans qu'en 2018, elle fixera en outre les conditions de sûreté auxquelles la prolongation sera possible.

Mais quand la ministre ajoute que ces centrales « *sont déjà amorties, donc produiront une électricité meilleur marché* » elle ment délibérément. La Cour des Comptes chiffre d'ores et déjà -donc hors demande de l'ASN pour une éventuelle prolongation- à 100 milliards d'euro le coût des travaux de maintenance et de remise à niveau. Si on ajoute l'enfouissement des déchets, le démantèlement des centrales en fin de vie, et le prix sans cesse revu à la hausse -plus de 10 milliards d'euros- de l'EPR de Flamanville, force est de constater que chercher à faire croire que le nucléaire est une énergie bon marché est une escroquerie.

Mais le pire n'est évidemment pas là, le pire est le danger encouru par les populations en cas d'accident et par les salariés en particulier sous-traitants lors de leurs interventions, ces dangers sont démultipliés avec le vieillissement des réacteurs.

Ajoutons le cadeau empoisonné des déchets laissés aux générations futures pour des centaines d'années et dès aujourd'hui la société policière imposée à toutes et tous. Il est urgent et nécessaire de sortir du nucléaire au plus vite et immédiatement de fermer les centrales les plus anciennes, à commencer par Fessenheim et d'abandonner définitivement l'EPR de Flamanville. Ces exigences seront au cœur de la mobilisation préparée dès maintenant par de nombreuses organisations, dont le NPA, pour octobre à Flamanville

**Ne pas jeter sur la voie publique... laisser traîner dans l'atelier...**